



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Rentrée scolaire dans le contexte de l'épidémie de covid-19

Question au Gouvernement n° 3299

Texte de la question

RENTRÉE SCOLAIRE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

M. le président. La parole est à M. Michel Larive.

M. Michel Larive. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, vous aviez pris vos précautions : vous aviez souhaité que la rentrée soit « aussi normale que possible ».

M. Boris Vallaud. C'est raté !

M. Michel Larive. Vous aviez raison, parce qu'elle s'est mal passée ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Sylvain Maillard. N'importe quoi !

M. Michel Larive. Partout, de la maternelle à l'université ! Des classes surchargées ; un nombre important d'élèves sans affectation sur l'ensemble du territoire national, de l'Île-de-France à Villefranche-de-Lauragais ; des enfants perdus de vue, 3 900 rien qu'en Seine-Saint Denis ; des étudiants en mal de Parcoursup, abandonnés à leur sort et que Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, invite simplement à se responsabiliser ; enfin, une insuffisance criante d'enseignants à tous les échelons de l'enseignement public.

Cette rentrée était la deuxième sous covid. Vous disposiez de l'expérience et du temps nécessaires pour l'organiser convenablement. Que se passe-t-il avec notre éducation nationale, monsieur le ministre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. Sylvain Maillard. C'est nul !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

M. Jean-Michel Blanquer, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.* Comme vous, monsieur Larive, je serai concis. Je vous invite avant tout à considérer l'ensemble des pays comparables à la France, en particulier nos grands voisins. Posez-moi la même question la semaine prochaine et parlons-en.

Nous avons effectivement fait la rentrée la plus normale possible. Malgré des circonstances particulièrement compliquées, chacun le reconnaît, tous les enfants et tous les professeurs de France sont revenus (« *Non !* » *sur les bancs du groupe FI*), à quelques exceptions près. Ce n'est en tout cas pas grâce à vous qu'ils sont revenus, puisque votre leader, M. Mélenchon, avait déclaré au mois de mai que, s'il avait un enfant d'âge

scolaire, il ne l'enverrait pas à l'école. (Exclamations sur les bancs du groupe FI.)

M. Michel Larive. C'est vous qui êtes le ministre, pas moi !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. En disant cela, il n'a rendu service ni à l'école ni aux enfants les plus défavorisés de France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*) C'est bien le problème avec vous : vous tenez des discours sociaux, mais proférez des paroles antisociales.

La rentrée a été la plus normale possible, je le confirme. Comme vous avez visiblement voulu garder du temps de parole, monsieur Larive, j'en garde moi aussi. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. Michel Larive.

M. Michel Larive. J'ai voulu être plutôt apaisant. Tel n'est pas votre cas, monsieur le ministre : tant pis pour vous ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Sylvain Maillard. Provocateur !

M. Michel Larive. J'entends vos arguments, mais comprenez notre inquiétude : les enfants qui entrent aujourd'hui à l'école seront les bacheliers de 2031 ; ils sont notre avenir et celui de notre pays.

Pourquoi ne pas attribuer de poste aux enseignants placés sur liste complémentaire ? Ces postes sont budgétisés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Pourquoi ne pas organiser la distribution gratuite de masques du collège à l'université ? Vous garantiriez ainsi l'application du protocole sanitaire que vous avez adopté. (*Mêmes mouvements.*)

Vous avez raison de m'inviter à considérer la situation en Europe, car l'Europe vous dit ceci : l'Italie va recruter 84 000 personnels enseignants – je dis bien « enseignants » (*Mêmes mouvements*). Rien qu'à Madrid, 11 000 enseignants viendront renforcer les écoles, afin de garantir une limitation à vingt élèves par classe. (*Mêmes mouvements.*)

Pourquoi voulez-vous, monsieur le ministre, que notre pays soit le mauvais élève de l'Europe ? (Mêmes mouvements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Vous ne savez pas de quoi vous parlez, monsieur le député ! Vous ne connaissez pas la situation dans les pays en question. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Vives protestations sur les bancs du groupe FI.*) Recrutez donc 84 000 professeurs dans un pays comparable à la France, quel qu'il soit ! Si vous appelez « professeurs » les personnes sur le point d'être recrutées, alors nous n'avons pas la même conception de ce qu'est un professeur. (*Exclamations continues sur les bancs du groupe FI.*)

Ayons un débat approfondi sur ces questions. Franchement, nous n'avons pas à rougir de ce qui s'est passé ! Essayez de contribuer à l'unité nationale autour de l'école plutôt que de susciter de vaines polémiques ! (Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.)

Jamais le taux d'encadrement dans l'enseignement primaire n'a été aussi favorable. Dans chaque commune de France, ce taux s'améliore. Nous avons accordé 1,5 million d'heures supplémentaires pour aider les élèves. Aujourd'hui, nous sommes organisés pour les aider.

*Vous voulez lancer des polémiques. Pour notre part, nous voulons aider les élèves de France.
(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.)*

M. Maxime Minot. *Ce n'était pas terrible !*

Données clés

Auteur : [M. Michel Larive](#)

Circonscription : Ariège (2^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3299

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et sports

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 septembre 2020](#)